



Arrêté N°

relatif à la mise en place des principes cadres de création et d'exploitation des aires de carénage sur le département de la Loire-Atlantique

Vu la directive-cadre sur l'eau 2000/60/CE du 23 octobre 2000 ;

Vu la directive-cadre stratégie pour le milieu marin 2008/56/CE du 17 juin 2008 ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles : L.120-1, L.123-19-1, L.173-1, L.211-1, L.214-1 à 3, R.214-1 et L.216-6 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2020 modifiant l'arrêté du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 3.2.1.0 et 4.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 juillet 2006 fixant les prescriptions générales applicables aux rejets soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 2.2.3.0 (1^{er}b et 2^{ème}b) de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne en vigueur ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Vilaine en vigueur ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux estuaire de la Loire en vigueur ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux baie de Bourgneuf et marais breton en vigueur ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Sèvre nantaise en vigueur ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de Logne, Boulogne, Ognon et Lac de Grand Lieu en vigueur ;

Vu la consultation du public réalisée par voie électronique sur la période du XX au XX 2024 ;

Vu la présentation pour information du projet d'arrêté au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) en date du XX ;

Considérant que l'activité de carénage des navires, qui consiste à décaper par divers procédés la peinture antisalissure ou antifouling, génère des déchets pouvant avoir un impact sur l'environnement et notamment sur la qualité des eaux de la mer, allant à l'encontre des dispositions de l'article L211-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'analyse de paramètres physico-chimiques sur les effluents de carénage en sortie du système de traitement permet de déterminer le caractère polluant pour le milieu marin desdits

effluents, et donc de vérifier la conformité du rejet aux intérêts visés à l'article L.211-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les opérations de carénages sauvages sur l'estran et sur les cales de mise à l'eau non équipées de système de collecte et de traitement des effluents de lavage, conduisent à des rejets de maro-déchets, métaux et micro-polluants organiques constituant des rejets polluants dans le milieu aquatique, allant à l'encontre des dispositions de l'article L211-1 du code de l'environnement ; ;

Considérant que le Tributylétain (TBT) est une substance dont la présence est interdite dans les peintures antifouling, conformément à la convention internationale sur les systèmes antisalissures (convention AFS) adoptée le 5 octobre 2001 par l'Organisation maritime internationale (OMI), et que sa présence au sein des effluents de carénage résulte donc de pratiques d'entretien des coques des navires non-conformes à la réglementation en vigueur ;

Considérant les observations recueillies lors de la consultation du public susvisée ;

SUR proposition du préfet de Loire-Atlantique

ARRÊTE

TITRE I. OBJET DE L'ARRÊTÉ CADRE

ARTICLE I.1 : Définition du carénage

L'action de caréner consiste à décaper par divers procédés la peinture anti-salissure (antifouling) de la coque d'un navire. Des déchets sont générés sous forme de paillettes, de poussières ou de coulures lors de la mise en peinture pouvant contaminer le milieu marin par ruissellement ou par voie aérienne. L'action de caréner comprend également l'application et le nettoyage de produits détergents.

ARTICLE I.2 : Cadre de mise en œuvre de l'arrêté

Le présent arrêté préfectoral a pour objet de réglementer la création et l'exploitation des aires de carénages soumises à déclaration au titre de l'article R.214-1 du code de l'environnement dans le département de la Loire-Atlantique. Il établit le niveau de précision attendu pour chaque dossier de déclaration au titre de la loi sur l'eau déposé pour la régularisation ou la création de toute aire de carénage dans le département.

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés ministériels
2.2.3.0	Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets réglementés au titre des autres rubriques de la présente nomenclature ou de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9, le flux total de pollution, le cas échéant avant traitement, étant supérieur ou égal au niveau de référence R1 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent (D).	Déclaration	Arrêté du 27 juillet 2006 fixant les prescriptions générales applicables à la rubrique 2.2.3.0 Arrêté ministériel du 30 juin 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 9 août 2006.

En application de ces dispositions, toute aire de carénage doit faire l'objet d'un dossier de déclaration au titre de la loi sur l'eau afin que son activité soit encadrée par un arrêté de prescriptions spécifiques.

ARTICLE I.3 : Contenu du dossier de déclaration

Le présent arrêté a pour objet de préciser les attendus en termes de contenu de chaque dossier de déclaration qui sera déposé auprès du préfet. Ainsi, outre les éléments demandés dans le dossier de déclaration tel que prévu à l'article R214-32 du code de l'environnement, le dossier présenté par le pétitionnaire doit préciser :

- la localisation de l'aire de carénage ;
- la période de carénage (début et fin d'activité annuelle) et le nombre estimé de bateaux carénés par an ;
- la détermination justifiée de la période d'activité maximale de l'aire de carénage ;
- la description du dispositif de traitement complet retenu et du réseau de gestion des eaux pluviales de l'aire, avec plans ;
- la localisation du point de rejet : les coordonnées X et Y en RGF93 - Lambert 93 (EPSG:2154) ;
- les modalités d'entretien du dispositif de traitement ;
- les protocoles détaillés de suivi et de surveillance ;
- le protocole d'intervention en cas de pollution accidentelle.

ARTICLE I.4 : Modalités de régularisation des aires de carénage existantes

Dans l'année suivant la publication du présent arrêté, les gestionnaires d'aires de carénage devront transmettre à la DDTM de la Loire-Atlantique un dossier de déclaration d'existence et régularisation conforme aux dispositions du présent arrêté, ou, le cas échéant, justifier de leur conformité aux prescriptions du présent arrêté.

TITRE II. CONDITIONS D'EXPLOITATION

ARTICLE II.1 : Emplacement de l'aire de carénage

Toute opération de carénage réalisée en dehors des aires de carénages ou dans une aire de carénage exploitée non conformément aux dispositions du présent arrêté, est interdite. En outre, l'aire de carénage doit être autorisée au titre du code de l'urbanisme.

ARTICLE II.2 : Dispositif de récupération et de traitement des eaux

L'aire de carénage est isolée hydrauliquement de son environnement immédiat et comporte à minima :

- une plateforme matérialisée, étanche ;
- un dispositif de collecte et de stockage des eaux de pluie ;
- un dispositif de traitement complet, permettant de respecter les valeurs de rejet dans le milieu définies à l'article II.5 du présent arrêté ;
- une zone de tri et stockage des déchets issus de l'exploitation du site et de l'activité de carénage.

La gestion des eaux pluviales devra être prise en compte dans le projet (dimensionnement de la cuve, mise en place de by-pass, bourrelets latéraux, etc.).

ARTICLE II.3 : Qualité du rejet de l'effluent traité

Les eaux rejetées ne doivent pas compromettre l'équilibre biologique et écologique du milieu récepteur ni porter atteinte à la santé publique et aux usages en aval. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un prestataire agréé.

Le tableau ci-dessous indique les paramètres à tester ainsi que les seuils à ne pas dépasser en sortie du dispositif de traitement :

Les paramètres testés dans le cadre du suivi décrit à l'article III.5 et les seuils à ne pas dépasser sont décrits dans le tableau ci-après :

Paramètres à analyser	Codes Sandre	Seuils à ne pas dépasser
Paramètres communs à toutes les aires de carénage		
Température	1301	<p>< 30°C</p> <p><u>Eaux salmonicoles</u> : < 21,5°C</p> <p><u>Eaux cyprinicoles</u> : < 28°C</p> <p>La différence maximale de température entre l'eau prélevée et l'eau rejetée ne doit pas dépasser 11 °C.</p>
pH	1302	<p>Entre 5,5 et 9</p> <p><u>Eaux de baignades et cyprinicoles</u> : entre 6 et 9</p> <p><u>Eaux conchyliques</u> : entre 7 et 9</p>
Couleur / Odeur (contrôle direct)	1309	<p>« Les rejets sont dépourvus de matières surnageantes, de toute nature, ne provoquent pas de coloration inhabituelle du milieu récepteur, ne sont pas la cause de dégradation notable des abords du point de rejet ou d'ouvrages de toute nature situés dans le milieu récepteur.</p> <p>Les rejets ne contiennent pas de substances, en quantité et concentration, capables d'entraîner la destruction de la flore et de la faune. »</p>
Matières en suspension (MES)	1305	35 mg/L
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	125 mg/L*
Hydrocarbures totaux	7009	5 mg/L
Cuivre	1392	0,5 mg/L
Zinc	1383	2 mg/L
Pesticides interdits : Chlorothalonil TCMTB		Objectif d'absence de trace et obligation de surveillance **

Thirame		
Pesticides interdits : Tributylétain (TBT) Irgarol Diuron		Objectif d'absence de trace et obligation de surveillance** Abattement minimal de 85 %
Grandes aires de carénage (> 100 carénages max /an ou 3 carénages simultanés)		
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)		
Somme de 5 HAP : Benzo(a)pyrène, benzo(b)fluoranthène, benzo(k)fluoranthène, benzo(g,h,i)perylène, indeno(1,2,3 cd)pyrène	7088	25 µg/L
Fluoranthène	1191	25 µg/L
Pesticides		
Pesticides autorisés : Cuivre pyrithione Thiocyanate de cuivre Médétomidine Tolyfluanide, Dichlofluanide, Pyrithione, Zinèbe DCOIT, Tralopyril		Objectif de 2,5 µg/l pour la somme des pesticides et obligation de surveillance** Seuil rédhibitoire de 25 µg/l par pesticide
Autres pesticides : Atrazine isoproturon Simazine Lindane	1107	25 µg/l pour chaque pesticide
DEHP	6616	25 µg/l
Arsenic	1369	Objectif d'absence de traces et obligation de surveillance Seuil d'alerte : 10 µg/l*** Seuil rédhibitoire : 25 µg/l

* L'interprétation des résultats des campagnes d'analyse sur le paramètre DCO doit tenir compte des potentielles perturbations induites par la présence de chlorure.

** En cas de détection d'un pesticide interdit à toute concentration, ou autorisé à concentration inférieure au seuil réhibitoire dans les effluents de carénage après traitement, le bénéficiaire réalise une analyse des causes, met en place les mesures préventives, curatives et correctives nécessaires pour empêcher ce type de pollution et adapte les mesures déjà en place pour éviter ces pollutions. Cette analyse complète est transmise à la DDTM 44 avant le 31 décembre de l'année en cours. Le seuil réhibitoire pour les pesticides autorisés ne doit, en tout état de cause, pas être dépassé.

*** En cas de détection d'Arsenic dans les effluents de carénage après traitement au-delà du seuil d'alerte et en-deça du seuil réhibitoire, le bénéficiaire réalise une analyse des mesures préventives, curatives et correctives effectivement mises en place pour empêcher ce type de pollution, et propose une adaptation de ces mesures. Cette analyse complète est transmise à la DDTM 44 avant le 31 décembre de l'année en cours. Le seuil réhibitoire ne doit, en tout état de cause, pas être dépassé.

Si des incidences sur les milieux récepteurs sont constatées, la DDTM 44 peut demander la fermeture de l'aire de carénage dans l'attente de la mise en œuvre des mesures curatives et correctives. Après avis de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de Loire-Atlantique (DDTM 44), les paramètres recherchés ainsi que les normes fixées au présent article peuvent être modifiés dans les formes prévues par l'article R.214-39 du code de l'environnement.

ARTICLE II.4 : Suivi de la qualité des effluents traités

Un suivi qualitatif et quantitatif du rejet est mis en place par le gestionnaire. Le dispositif de traitement est aménagé de façon à permettre des prélèvements et une mesure des débits en sortie d'ouvrage.

Le protocole de suivi de la qualité du traitement, proportionné à l'activité, prévoit a minima une campagne annuelle de prélèvements sur les eaux rejetées en sortie de dispositif de traitement. Elle est réalisée, par temps sec, chaque année en période d'activité maximale de l'aire de carénage. Les prélèvements et analyses sont réalisés lors d'une phase de carénage avant rejet dans le milieu.

Les prélèvements font l'objet d'analyses sur les paramètres mentionnés à l'article II.3 du présent arrêté, sur un effluent représentatif des opérations de carénage. Les opérations réalisées dans le cadre de cette autosurveillance, les résultats obtenus, le nombre de bateaux ainsi que la surface carénée pendant les 24 heures précédant la mesure sont consignés dans le registre prévu à l'article II.5 du présent arrêté.

L'ensemble des résultats de ces analyses est transmis sur demande à la DDTM 44 et est intégré au rapport annuel visé à l'article II.5 du présent arrêté.

ARTICLE II.5 : Exploitation et entretien des installations

Les installations sont régulièrement entretenues conformément aux prescriptions du constructeur de manière à garantir le bon fonctionnement :

- des dispositifs de traitement afin que le rejet reste conforme aux prescriptions et aux valeurs fixées dans le présent arrêté ;
- des moyens destinés à la surveillance et à l'évacuation des déversements, et au suivi du milieu aquatique.

Le gestionnaire tient, dans le cadre de l'entretien de ses ouvrages, un registre des interventions effectuées sur ceux-ci. Ce registre est tenu à la disposition de la DDTM 44.

Le gestionnaire établit un contrat d'entretien dès la mise en service du dispositif de traitement. Celui-ci comprend notamment le curage annuel du poste de refoulement d'alimentation de la station de traitement, les contrôles du traitement de l'aire de carénage, ainsi que la formation du personnel.

En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt du dispositif de traitement (notamment pour l'entretien), l'usage de l'aire de carénage est immédiatement stoppé. L'exploitant intervient en cas d'incident ou d'accident, notamment pour contenir toute pollution. Le dispositif de traitement est conçu de manière à permettre un confinement en cas de pollution accidentelle. Si l'aire est équipée d'un by-pass, celui-ci ne pourra être mis en place qu'après nettoyage complet de l'aire de carénage. Les différents dysfonctionnements du dispositif et les actions mises en œuvre pour y remédier sont consignées dans le registre tenu à la disposition de la DDTM 44 et dans le rapport annuel mentionné à l'article II.5.

Le gestionnaire élabore un rapport sur les conditions de fonctionnement d'entretien et de surveillance de l'installation au cours de l'année N. Ce rapport contient des informations relatives au nombre de bateaux carénés par mois dans l'année N, aux volumes d'eau consommés, une synthèse du registre, les résultats des données d'autosurveillance prévue à l'article II.3 du présent arrêté, les incidents ou accidents survenus, les quantités de déchets, sédiments ou hydrocarbures récupérées par les entreprises spécialisées. Une copie des bordereaux correspondant à ces récupérations est transmise avec le rapport.

Ce rapport est transmis sur demande à la DDTM 44.

ARTICLE II.6 : Gestion des déchets

L'aire technique de carénage est équipée de conteneurs et fûts destinés à la collecte des déchets industriels banals et dangereux susceptibles d'être produits par les activités de plaisance (filtres à huiles usagées, pots de peinture, bouteilles de solvant, etc.). Ces déchets sont collectés par une entreprise agréée. Les déchets liés à l'entretien du système (filtre, etc.), les sédiments et les hydrocarbures issus du dispositif de traitement ainsi que les éclats de peinture sont régulièrement stockés puis évacués par une société spécialisée et traités ou éliminés selon la réglementation en vigueur en manière de déchet.

ARTICLE II.7 : Sensibilisation des usagers aux bonnes pratiques de carénage

Le gestionnaire met en place des mesures de prévention du risque de pollution du milieu marin par des substances interdites :

- intégration au règlement de police et d'exploitation de l'aire de carénage de la liste des antifoulings autorisés en France, avec obligation d'utilisation de marques certifiées pour le marché français ;
- intégration au règlement de police et d'exploitation de l'aire de carénage de la liste des molécules interdites en France ;
- Affichage permanent de ces listes au sein de l'aire de carénage.

TITRE III. PÉRIODES DE TRAVAUX

ARTICLE III.1 : Conditions d'exécution des travaux

Durant la période de travaux, toutes les précautions utiles sont prises pour garantir l'absence d'impact sur l'environnement aquatique ou terrestre. En particulier, des kits anti-pollution adaptés au milieu marin sont présents sur le site et l'ensemble du personnel des entreprises maîtrise leur usage.

ARTICLE III.2 : Accès aux ouvrages

Durant les travaux de réalisation de l'aménagement et lors de son exploitation, le pétitionnaire est tenu de laisser les agents de la DDTM 44 accéder au chantier pour leur permettre de procéder à toutes les vérifications nécessaires à la constatation de l'exécution du présent arrêté.

TITRE IV. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE IV.1 : Modifications des prescriptions

En tant que de besoin, le préfet de Loire-Atlantique peut imposer toute prescription spécifique nécessaire, afin de respecter les principes mentionnés à l'article L.214-3 du code de l'environnement. La DDTM 44 se réserve le droit de modifier les normes de rejets ainsi que les paramètres de suivi en fonction de la taille de l'installation. La DDTM 44 peut notamment adapter la périodicité des prélèvements et les paramètres analysés en fonction de l'évolution des normes réglementaires, de la qualité et sensibilité du milieu récepteur (présence de zones conchylicoles, prise d'eau potable...), des résultats d'analyses et au vu de la fréquence d'utilisation de l'aire de carénage. Si le maître d'ouvrage veut obtenir la modification de certaines prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet de Loire-Atlantique, qui statue alors par arrêté.

Tout changement de gestionnaire doit être déclaré au préfet de Loire-Atlantique.

ARTICLE IV.2 : Incident – Accident

Tout incident ou accident intéressant les ouvrages et les installations de nature à porter atteinte à la conservation et à la qualité des eaux est immédiatement déclaré au préfet de Loire-Atlantique et au maire de la commune concernée, conformément à l'article L.211-5 du code de l'environnement, et, sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet de Loire-Atlantique, le maître d'ouvrage prend ou fait prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de danger ou d'atteinte au milieu aquatique et y remédier.

ARTICLE IV.3 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE IV.4 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le maître d'ouvrage d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE IV.5 : Publicité

Le présent arrêté sera affiché dans les communes riveraines de la mer et de l'estuaire de la Loire pendant une durée minimale d'un an et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loire-Atlantique, Il sera également mis à la disposition du public sur le site internet des services de l'État de Loire-Atlantique : www.loire-atlantique.gouv.fr

ARTICLE IV.6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Loire Atlantique, le directeur départemental des territoires et de la mer de Loire-Atlantique, les président.e.s des communautés de communes et communautés d'agglomération concernées, le commandant du groupement de gendarmerie de Loire-Atlantique, le service départemental de l'Office Français de la Biodiversité, les maires des communes du département de Loire-Atlantique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loire-Atlantique, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans ces mairies.

**NANTES, le
le Préfet,**

Délais et voies de recours

Un recours administratif peut être formé à l'encontre du présent arrêté, dans un délai de deux mois suivant sa publication/notification :

- Soit par recours gracieux adressé au Préfet de la Loire-Atlantique ;
- Soit par recours hiérarchique adressé au Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires ;

Un recours contentieux peut également être présenté devant le Tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Île Gloriette, CS 24111, 44041 Nantes cedex 1 dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision ou dans un délai de deux mois suivant la réponse de l'administration (expresse ou tacite) au recours administratif.

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr.